

de INFORMATION

BULLETIN DE LA COORDINATION POUR LA LEVÉE DE L'EMBARGO IMPOSÉ À L'IRAK ● MENSUEL ● N° 3-4 ● JUILLET-AOUT 1992 ● 8F

EDITORIAL

Pris à revers par l'insurrection sociale de Los Angeles, désarmé face au marasme économique et à l'accélération du déficit extérieur, agacé par la concurrence agricole et industrielle de l'Europe et par ses velléités d'indépendance monétaire, voire militaire, trahi par ses amis arabes « modérés » dans ses projets d'agression contre la Libye, en chute libre dans les sondages, le président George Bush s'efforce de ranimer la flamme militariste qui lui valut naguère des records de popularité.

Tout est prétexte à souffler sur les braises laissées par la guerre qu'il fit à l'Irak. Le blocus se poursuit, routine meurtrière et absurde, tuant les enfants et les pauvres. Mais qui s'y intéresse encore ?

Il importe que l'empire déclinant reste le maître du monde devant qui toute nation doit s'incliner. Encore faudrait-il désigner l'ennemi. Mais lequel, quand le temps presse ? Reste alors la ressource de brandir la menace de reprendre la guerre contre l'Irak, cet ennemi agréé par les 29 coalisés, lesquels ne sauraient se déjuger, France « des droits de l'homme » en tête. Les occasions ? Il suffit de les fabriquer : entrave à l'activité de telle ou telle commission d'enquête, dissimulation supposée de matériels ou d'infrastructures, contournement de l'embargo et, comble de tartuferie, refus d'entériner le scandaleux tracé de frontière qui ampute l'Irak des trois quarts de son plus grand gisement de pétrole et de sa principale base maritime pour les attribuer à l'émir du Koweït.

L'actualité donne tout son sens au débat sur la stratégie américaine dont nous rendons compte.

L'EMBARGO TUE, LE SILENCE AUSSI

LEVEZ LES SANCTIONS, LEVEZ LE BLOCUS IMPOSES A L'IRAK

STRATEGIE IMPERIALE

Le grand débat

Sous le titre « Quelle rationalité pour quel ordre mondial ? », la *Revue d'études palestiniennes* publie les minutes d'un débat qui réunissait, le 11 février dernier, le général Pierre Gallois, Alain Joxe, directeur d'études à l'École des hautes études de sciences sociales, Paul-Marie de La Gorce, directeur de la *Revue de défense nationale*, et C. Mansour, sociologue, membre de la rédaction.

Tous les participants tiennent pour acquis que la guerre du Golfe fut la réalisation d'un scénario américain soigneusement élaboré, ayant pour but de détruire l'Irak sans engager

de troupes au sol et sans encourir le risque militaire et surtout politique d'une occupation du pays. Était également exclue la perspective d'un État kurde indépendant qui n'eût pas manqué de dresser les Kurdes de Turquie — soit près de 25 % de la population du pays — contre le régime militaro-policier du président Ozal, pilier de la stratégie américaine dans la région. Ils ont rappelé unanimement que le matraquage systématique de l'ensemble des moyens de production qui concouraient à hisser l'Irak au rang des pays modernes faisait de l'intervention américaine une guerre contre le développement devant servir d'exemple à tout pays tenté par l'industrialisation ou candidat à une hégémonie régionale.

(suite p. 4)

LA MALEDICTION DU PETROLE

Avant 1914, l'empire ottoman comprenait la totalité des territoires kurdes, l'ensemble du croissant fertile : Syrie, Liban, Irak, Palestine et la péninsule arabique utile, à l'exception de sa côte Sud-Est, dominée par l'empire britannique qui, par ailleurs, avait installé des compagnies anglaises à Basorah. Dès 1912, la compagnie anglaise Anglo-Persan s'affrontait à la compagnie turque Turkish Petroleum pour l'exploitation du gisement pétrolier de Mossoul, au Kurdistan.

C'est sur fond de guerre du pétrole que s'engagea la Première Guerre mondiale dont l'enjeu était, pour les Britanniques, d'évincer le concurrent allemand et de faire main basse sur le pétrole mésopotamien. Il fallait, également, faire échec aux ambitions des alliés français. Ils y réussirent à merveille, au cours de la guerre, par les accords Sykes-Picot. Ces accords, signés en 1916, découpaient l'empire ottoman en cinq États, le Kurdistan étant dépecé en quatre morceaux

(suite p. 7)

Nouvelles de la Coordination

Résolution adoptée le 13 juin 1992, par l'Assemblée générale de la Coordination pour la levée de l'embargo imposé à l'Irak

Depuis la fondation de la Coordination pour la levée de l'embargo imposé à l'Irak, de nombreuses organisations et personnalités justifient leur non-engagement dans son combat par l'ambiguïté, selon elles, de sa position à l'égard du gouvernement irakien.

La Coordination est composée d'hommes et de femmes de sensibilités diverses, persuadés que cette guerre du Golfe était une guerre qu'il ne fallait pas faire, et qui continuent de se battre contre la forme nouvelle qu'elle a revêtue : l'embargo, tout autant meurtrier, imposé à tout un peuple.

L'embargo, qui avait précédé les bombardements, était prétendument justifié pour contraindre l'Irak à se retirer du Koweït. Le Koweït est évacué depuis plus d'un an. Dès lors la poursuite de cet embargo est inique. Il doit être levé.

Au moment où la censure, l'autocensure et la désinformation contribuent à perpétuer l'étouffement de tout un peuple, la Coordination s'attache à s'informer, à informer, à défendre sa liberté d'expression et le droit de savoir.

La Coordination est évidemment indépendante de tous les gouvernements. En demandant la levée immédiate de l'embargo, elle ne cautionne pas pour autant le régime et le gouvernement de l'Irak qu'elle n'approuve ni ne condamne car elle rappelle clairement qu'il n'est pas de son rôle, en tant qu'association ayant un but précis, de juger ce régime. L'action de la C.L.E. concerne le peuple d'Irak, son droit à la vie, à la liberté et à la souveraineté nationale.

Le pouvoir exorbitant que s'est arrogé le gouvernement des Etats-Unis sur le Conseil de sécurité de l'ONU enferme le peuple irakien dans une situation extrêmement grave pour tous ses droits, lourde de conséquences pour lui-même comme pour l'ensemble de la région.

En conséquence, la Coordination pour la levée de l'embargo imposé à l'Irak décide, au lieu de débattre plus longtemps sur le régime irakien, de se mobiliser sur les meilleurs moyens de faire lever le blocus meurtrier qui paralyse le peuple irakien.

**Pour vous tenir informés,
appelez la permanence
téléphonique de la Coordination :**

(1)-45-81-30-85

Mise en garde

La Coordination pour la levée de l'embargo imposé à l'Irak (CLE) communique :

« Le conseil d'administration de la Coordination a prononcé la radiation de M. FISCHER Bernard, "pour préjudice au bon renom et à la sécurité de l'association et de ses membres "(article 12 des statuts). »

Cette mesure a pris effet en date du 16 juin 1992.

CLE INFORMATION

Mensuel - Directeur de publication : Subhi Toma - Rédacteur en chef : Marcel Bleibtreu - Correspondance : CLE, 14, rue Nanteuil, 75015 Paris - Composition et impression : Rotographie, Montreuil (48 59 00 31) - Commission paritaire en cours.

BREVES

LE DERNIER APPEL PUBLIC DE SOEUR EMMANUELLE

Paris, le 29 juin

Devant une salle comble et les télévisions, Soeur Emmanuelle a dit adieu à la vie publique, pour se retirer au Caire parmi ceux qu'elle a secouru efficacement depuis 20 ans.

En conclusion, elle a donné lecture avec émotion d'un appel qu'elle venait de recevoir : « A Sarajevo, le blocus vient d'être forcé par quelqu'un qui maintient un autre blocus qui tue chaque jour des centaines d'enfants en Irak. Assez d'hypocrisie des grandes puissances. Soeur Emmanuelle, allez à Gaza et à Bagdad ! L'embargo tue, le silence aussi. »

Elle s'est excusée de ne pouvoir donner suite à cette demande, ajoutant qu'elle allait prier pour que les responsables politiques soient éclairés et prennent les bonnes décisions.

UN JARDIN D'ENFANTS A GAZA

FRANCE-PALESTINE PARIS XIII^e a choisi d'aider à l'équipement d'un jardin d'enfants dans la bande de Gaza.

Territoire exigu (358 km) sur lequel plus de 700 000 Palestiniens vivent dans la misère tandis que se multiplient les couvre-feux, les tirs à vue, les arrestations nocturnes de gamins, les tortures, etc.

L'Association France-Palestine a décidé de contribuer, à hauteur de 45 000 F, à l'équipement du jardin d'enfants d'Al Qarara qui permettra aux mères de participer à des tâches de production ou de formation (11 000 F sont déjà collectés).

Si vous souhaitez aider le peuple palestinien et refuser l'injustice qui lui est faite, ses coordonnées sont les suivantes : **Ass. France-Palestine**, B.P. 64-75622 Paris Cedex 13 - C.C.P. 13-512 91 A Paris (mentionner « Jardin d'enfants d'Al Qarara »).

A QUAND LA REPRISE ?

Le déficit commercial des Etats-Unis atteint le niveau record de 37 milliards de dollars (avril 1992), en augmentation de 25 %.

Une poussière, si l'on sait que l'endettement global du pays atteint les trois mille milliards de dollars, soit le double de la dette cumulée des autres pays. Par chance le FMI ferme les yeux...

TERRORISME D'ETAT

La cour suprême des Etats-Unis vient de faire une gracieuseté à George Bush en déclarant légal l'enlèvement à l'étranger de personnes recherchées par un juge américain. On voit la grosse finesse d'une décision qui légitime a posteriori l'agression au Panama et permet à la CIA de kidnapper à domicile n'importe quel citoyen ou chef d'Etat étranger qui aurait le malheur de déplaire à Mr Bush. L'état de droit d'ingérence, quoi !

L'IRAK ETRANGLE

La dette extérieure de l'Irak atteint 70 à 80 milliards de dollars nous dit *l'Expansion*. Le blocus de ses exportations fait grimper les intérêts et pompe toutes les réserves. La stratégie Bush-Kissinger vise un objectif simple : cueillir comme un fruit mûr l'Irak exsangue pour s'emparer de ses gisements pétroliers. C'est tout le sens du maintien de l'embargo.

CHARITE BIEN ORDONNEE

La résolution onusienne imposant à l'Irak un prélèvement de 30 % sur ses futurs revenus pétrolier au titre de « dommages de guerre » à payer au Koweït ouvre un marché intéressant aux entreprises américaines de BTP et pétrolières, l'US Corps leur ayant préalablement attribué 85 % du pactole de reconstruction du Koweït. Rien ne vaut le self-service.

PAUL QUILES CONTRE LE BLOCUS !

Réagissant au blocus imposé à la France par les routiers, le ministre de l'Intérieur, Paul Quilès, a déclaré au journal de 20 heures d'A.2., le 3 juillet :

« Il faut savoir qu'en démocratie on ne peut pas prendre les gens en otage, tenter d'affamer une région, faire un blocus qui compromet des emplois, en produisant du chômage technique. »

Exactement ce que subissent les populations irakiennes sous embargo depuis le 6 août 1990 !

Ni la France ni le Conseil de Sécurité ne sont donc démocratiques ! Merci, Monsieur le Ministre, de le dire si franchement.

B.C., Paris

UNE IMPOSTURE ORDINAIRE

Conséquence de la guerre du Golfe, la conférence de Madrid sur le Moyen-Orient n'était qu'un pétard mouillé.

Rien n'a été réglé au cours des différentes rencontres bilatérales et multilatérales, surtout pas la mise en pratique des résolutions 242 et 338 du Conseil de Sécurité prévoyant l'évacuation des territoires occupés depuis 1967 par les Israéliens. Il n'a pas davantage été envisagé de régler le problème kurde.

Ce qui inquiète le « monde libre » c'est bien plus la capacité qu'aurait Saddam Hussein à produire du nucléaire que le sort des centaines de milliers de Kurdes, réfugiés dans leur propre pays, tout comme le sont les Palestiniens. Peu importe que des enfants irakiens, victimes de malnutrition, meurent chaque jour en grand nombre. L'essentiel est ne pas bouleverser un « ordre » international établi

au Moyen-Orient et qui convient aussi bien au gendarme américain qu'aux pousse-au-crime Israéliens.

En décembre 1990, pour justifier l'implication de la France dans la grande coalition, François Mitterrand et Roland Dumas nous expliquaient que cette politique de présence leur permettrait d'être partie prenante à la table des négociations.

Une imposture de plus !

On tue chaque jour dans les territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza. On meurt de faim en Irak et on désespère de l'avenir du Kurdistan.

Maurice Rasjfus
Auteur de *Jeudi Noir*,
éd. Many, 1992.

Pour la forme, le Pentagone révisé sa copie

Le scandale déclenché par la publication dans le *Washington Post* du plan confidentiel du Pentagone (voir *CLE Information* numéro 1) a obligé le Pentagone et George Bush à revoir la copie et à en diffuser une version présente.

Dans cette nouvelle version, l'affirmation du leadership américain est noyée dans les bavardages sur « l'action collective » et les menaces contre l'Allemagne, l'Europe de la CEE, le Japon et la Russie ont disparu. La guerre du Golfe est donnée en exemple de l'habillage diplomatique nécessaire à la mise en oeuvre de la force de frappe américaine sous couvert de « sécurité collective ».

Opération de camouflage à usage électoral et diplomatique, la nouvelle version est de valeur stratégique nulle.

Un point n'a pas été gommé : la dénonciation de tout projet d'organisation européenne de défense. Le Pentagone persiste : « il est d'importance fondamentale de préserver la structure de commandement militaire intégré de l'OTAN », et le commandant des forces de l'OTAN en Europe signe en déclarant au journal *US News and World Report* : « Une double force militaire en Europe n'est pas viable. » En somme la nouvelle formule maintient la direction du document secret : « Empêcher l'émergence d'un cadre strictement européen qui minerait l'OTAN... »

Humanitarisme sélectif

Devenu ministre de la santé, le repentin Kouchner fait le procès de l'O.M.S., coupable, à ses yeux, de trop s'attacher à la lutte contre les fléaux endémiques qui ravagent le tiers monde. Il exige que la préférence soit donnée aux interventions ponctuelles plus télévisuelles.

Pour cadre de ses shows, il affectionne les zones de combat. Fort bien. Mais quand le verrons-nous à Port-au-Prince où règne la terreur des militaires et des tontons macoutes qui abattent sans sommation et torturent depuis qu'ils ont chassé du pouvoir le président Aristide reconnu par la France comme seul gouvernement légal ?

On comprend mal son indifférence à la tragédie des boat-people haïtiens qui s'entassent sur des embarcations de fortune pour fuir un régime atroce et dont 34 000 ont été interceptés en haute mer par la marine américaine. Pourquoi n'a-t-il pas un mot pour dénoncer la décision criminelle, prise par Mr Bush, le 24 mai 1992, de livrer à la dictature macoute les 25 000 Haïtiens parqués sur la base américaine de Guantanamo et tous ceux qui seront interceptés à l'avenir ? Apparemment le droit d'ingérence a, pour lui, des limites : celles que fixe Mr Bush.

Bush paie cash

Obtenir l'abstention de la Chine — membre permanent du Conseil de sécurité disposant du droit de veto — dans le vote de la résolution 678 de l'ONU était une des conditions que les Etats-Unis se devaient de réaliser pour placer leur expédition coloniale contre l'Irak sous le drapeau des Nations Unies.

A défaut de ce ralliement, notre ministre des Affaires étrangères, M. Roland Dumas, et le ministre Soviétique M. Chevardnadze auraient été placés dans une position inconfortable. A la limite le diktat américain risquait d'être rejeté par le veto de plusieurs des cinq membres permanents du Conseil de sécurité : France, URSS et Chine, Grande-Bretagne, Etats-Unis.

Comment la diplomatie américaine a-t-elle procédé pour obtenir la précieuse abstention d'une Chine qu'elle dénonçait depuis Tienanmen comme l'incarnation du diable ? En lui accordant la clause de la nation la plus favorisée. Cette politique dite pudiquement « d'engagement positif » fut violemment critiquée par la majorité démocrate du Congrès. Son coût pour les Etats-Unis fut un surcroît de 126 milliards de francs du déficit de leur balance commerciale pour 1990 et 1991, et M. Bush vient de reconduire ladite clause pour 1992. « L'engagement positif » comportait un autre volet : en pleine guerre du Golfe, les Etats-Unis ont levé l'embargo sur les exportations de « technologies sensibles » — pièces pour engins balistiques et pour satellites, ordinateurs etc. — qui frappait la Chine depuis quarante ans.

Voilà donc une abstention qui rapporte gros...

A propos, qu'a rapporté à la France son vote positif et sa participation à la guerre américaine ?

L'ordre règne en Haïti.

Début juin, les manifestations provoquées en Haïti par la désignation de Marc Bazin au poste de premier ministre ont été sauvagement réprimées par les militaires et les tontons macoutes.

Marc Bazin n'est pas un inconnu. Candidat malheureux aux élections présidentielles (il n'avait recueilli que 14 % des suffrages contre 70 % pour le père Aristide), il fut conseiller financier du roi Hassan II du Maroc, représentant de la Banque mondiale en Afrique et ministre des finances du dictateur Duvalier. Il a tout pour mériter la confiance que lui témoigne le gouvernement américain.

Le grand débat : STRATEGIE IMPERIALE

suite de la p. 1

Le débat a aussi porté sur la manipulation des opinions publiques et sur la portée stratégique du « besoin d'ennemi » pour justifier le maintien du gigantesque armement hérité de la guerre froide après que sa raison d'être ait disparu. C'est en effet à ce prix que la superpuissance peut imposer à ses rivaux de moindre envergure son leadership et son système de valeurs. C'est à elle seule de dire le droit, d'en fixer les règles, de choisir l'ennemi et d'orchestrer sa diabolisation.

Le diable désigné varie selon l'opportunité : le narco-trafiquant renégat-déserteur de la CIA et concurrent de la Mafia officielle (Noriega) ; le « proliférateur nucléaire » potentiel ; « l'Etat jacobin, nationaliste, moderniste » tenté de développer une économie mixte échappant aux sacro-saintes règles de l'économie libérale et à son bras séculier, le F.M.I. Le contrôle du canal de Panama dans un cas, la richesse pétrolière dans d'autres cas, sont des circonstances aggravantes qui ne sont pas sans influencer le choix de tel ennemi de préférence à d'autres.

Le général Gallois s'interroge : « Pourquoi, dans cette guerre, la férocité des coalisés grandissait-elle au fur et à mesure que l'Irak faiblissait militairement ? » Pourquoi ont-ils « abouti à enterrer vivants des soldats matraqués par 1 624 sorties de B-29, et devenus incapables du moindre acte raisonné de guerre ? (...) Pourquoi avoir enflammé (...) l'armée en déroute entre Koweït et Bassorah ? Pourquoi cet acharnement à tuer ? ». Alain Joxe voit dans ces carnages gratuits « un calcul stratégique : il faut montrer une supériorité absolue et la capacité de massacrer fait partie de la démonstration », et C. Mansour note que ces actes avaient aussi une fonction de surjustification de la diabolisation de l'Irak et de son président. Le propos mérite d'être élargi : la férocité est un avertissement donné à tous les pays qui voudraient contester le leadership américain. Et c'est apparemment ce à quoi pense Alain Joxe lorsque, s'interrogeant sur le silence complice des journalistes américains « habituellement si curieux », il déclare que la dénonciation de ces massacres « est une question de sécurité pour l'Europe ».

Au détour de ce débat très riche, P.-M. de la Gorce évoque un événement qu'il estime, à juste titre, plus important encore que l'affaire irakienne elle-même : la désagrégation de l'Union soviétique. A ses yeux, « il était clair que (...) la direction américaine a été tôt fascinée par la perspective d'une désagrégation de l'Union soviétique ». En dépit de son apparence anodine, la remarque ouvre un champ inexploré à la recherche historique : l'échec de la perestroïka, la mort de l'Union et la décomposition

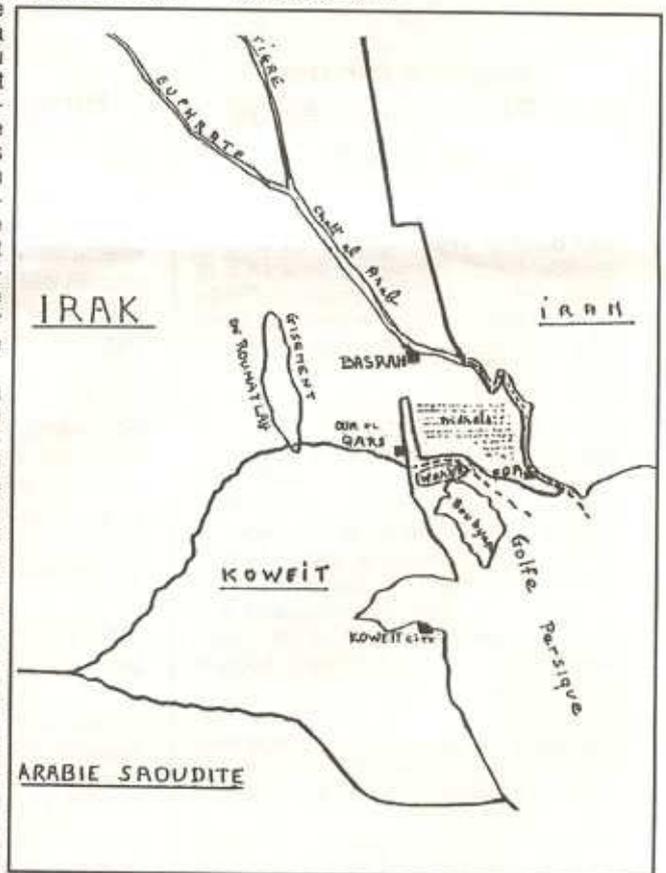
subséquente de l'armée rouge n'étaient-ils pas des objectifs visés par la résolution 678 de l'ONU et par le refus humiliant opposé par Mr Bush aux ultimes tentatives de paix de Gorbatchev et de son conseiller Primakov ?

Sur quelques points, des interprétations divergentes se font jour. Par exemple : existe-t-il une stratégie américaine véritable, sous-tendue par un projet politique cohérent, ou bien avons-nous affaire à une démarche pragmatique, à courte vue, empirique et contradictoire ? L'objectif américain est-il l'instauration d'un ordre régional ou la perpétuation du désordre comme moyen de domination ? Nous reviendrons sur ces deux aspects d'une même problématique.

Par ailleurs, le dialogue passe sous silence un mystérieux incident survenu après la déroute de l'armée irakienne à quelques heures du cessez-le-feu. Il s'agit de la mort de plusieurs centaines de soldats américains tués dans l'explosion d'un centre de démobilisation situé près de Dahrhan. Initialement attribué à un Scud irakien, puis à un missile Patriot tiré par erreur (?), ce massacre reste un secret d'Etat.

Il nous paraît de la plus haute importance qu'une suite soit donnée à ce remarquable colloque qui ne concerne rien de moins que l'avenir des peuples, le risque de troisième guerre mondiale inclusivement. Une série de questions mériteraient d'être approfondies à la lumière de la guerre du Golfe : l'impatience agressive de la superpuissance est-elle signe de force ou de faiblesse ? Sa stratégie pétrolière a-t-elle des objectifs surtout régionaux ou plus généraux ? L'establishment a-t-il une vision cohérente ? est-il voué à l'improvisation au coup par coup ? Ses intérêts collectifs sont-ils nécessairement liés à la politique de son actuel président ? Question subsidiaire : l'équipe Bush, que représente-t-elle ? Certaines données permettent de baliser les différentes pistes. La première est la crise profonde qui lézarde l'empire américain. Son endettement colossal résulte organiquement du libéralisme qui règne dans le domaine fiscal et dans les investissements.

Les capitaux désertent l'industrie civile pour s'investir dans la très haute technologie (militaire), les services rentables (assurance et publicité notamment), dans la spéculation pure et simple, dans la création d'entreprises délocalisées dans les pays de main-d'œuvre à bon marché (l'automobile en Amérique latine, etc.), ce qui a pour effet de réduire des régions industrielles entières à l'état de zones sinistrées, de paupériser la classe moyenne, de réduire la consommation des ménages, d'accélérer la spirale de l'endettement. La domination artificielle du dollar est remise en cause. Privée du privilège qui lui permet de reporter sur les autres le poids de sa dette gigantesque (4 000 milliards de dollars), la superpuissance se trouverait alors face à la faillite et l'effondrement.



C'est dans son contexte économique et social qu'il convient d'apprécier la stratégie américaine dans le Golfe : menacer les puissances concurrentes, monopoliser la production pétrolière pour les réduire à dépendance, abattre l'OPEP, transformer les pétromonarches créanciers en débiteurs, domestiquer l'Organisation des Nations unies. A l'évidence cela constitue une orientation stratégique cohérente visant à contrecarrer, quand il en est militairement encore temps, le déclin de l'empire et sa chute. C'est la fuite en avant.

Dans cette option, la stratégie Bush paraît la plus adéquate. Est-elle la seule possible ? Autrement dit, le pire est-il sûr ? Notons déjà que les deux concurrents de droite opposés à Bush dans la course à la présidence, le républicain Buchanan et l'indépendant Ross Perot, sont connus comme des adversaires résolus de la guerre du Golfe. L'establishment peut se poser la question : ne vaut-il pas mieux négocier aujourd'hui que nous sommes encore forts, plutôt que tenter d'imposer notre loi au monde, ce qui ne pourrait aboutir qu'à une troisième guerre mondiale, sans parler du risque très actuel d'explosion sociale que semble annoncer l'émeute de Los Angeles ?

Quoi qu'il en soit, il n'est pas douteux que l'équipe Bush est représentative d'une certaine option pour laquelle elle rassemble toutes les qualités requises. Reportons-nous au portrait qu'en traçait le professeur de droit Norman Birnbaum pour *Le Monde Diplomatique* (mars 1991). Animée par une vision policière, hégémonique et raciste du monde, la bande à Bush a préparé le scénario guerre du Golfe dans le plus grand secret. Au stade de réalisation, les plus hautes autorités de l'Etat ignoraient l'économie du projet, même le ministre des affaires étrangères James Baker, le chef d'état-major Norman Powell (l'un et l'autre ont été blâmés par le

président pour avoir dit préférer l'embargo à la guerre), et le général Schwartzkopf, qui fut vertement tancé par le président pour avoir annoncé naïvement l'imminence d'une offensive terrestre que le scénario du président excluait. En fait, la bande à Bush était le club le plus fermé des USA. Quatre hommes connaissaient les buts de guerre et des moyens de les atteindre. Ce sont : l'ex-directeur de la CIA, George Bush, qui, avant d'envahir le Panama, s'était illustré dans l'assassinat du démocrate chilien Orlando Letellier et dans le montage de l'Irangible ; son maître en réalpolitik Heinrich Kissinger, inspirateur de Nixon, homme des pétroliers anglo-américains, et grand théoricien de la perpétuation des désordres régionaux ; son ministre de la défense Richard Cheney, contrôleur des services secrets et passage obligé entre les différents armes et les ministères ; son conseiller à la sécurité nationale Bent Scowcroft, ancien employé de Kissinger, puis élève du séminaire Kissinger de réalpolitik, qui prône l'usage de la force et prêche l'ordre moral. Un ordre dans lequel le projet politique et le pragmatisme font bon ménage.

Voilà le maître du monde en son conseil ; voilà le nouveau Saint-Georges désigné par le tout-puissant qui, rappelons-le, est américain, pour terrasser tous les dragons !

M. B.

JABER RECOMPENSE

Les Français ont fait la guerre à l'Irak sans remarquer qu'il n'existait aucune carte de ce pays dans le commerce. Cela explique qu'une certaine obscurité règne dans les esprits concernant le différend frontalier qui fut l'une des causes de la crise du Golfe. Nos journalistes ont expliqué que Saddam Hussein réclamait les îles Warba et Boubyane, ce qui est exact, et le gisement pétrolier de Roumaylah, ce qui est faux, pour la bonne et simple raison qu'il l'avait déjà. Une carte du Moyen-Orient, éditée en Suisse par la maison Hallwag, nous montre que le gisement a la forme d'une banane d'environ 80 km de long et que, seul, un minuscule site, à l'extrémité sud, se trouve au Koweït. Ce site est tellement petit que même la carte éditée par la Gulf Union Company de Koweït-City ne l'indique pas.

Les journalistes américains, eux, savaient la vérité. Ils disaient cependant que l'Emir Jaber avait inondé le marché mondial avec du pétrole pompé à partir de ce minuscule site. Or un gisement n'est pas une cuvette pleine que l'on peut aspirer à partir d'un seul point. Il est formé de poches de pétrole plus ou moins grandes dispersées un peu partout. Il faut donc forer un grand nombre de puits. La vérité c'est que les Koweïtiens, les premiers, avaient violé la frontière pour installer toute une infrastructure pétrolière en territoire irakien.

Deux textes publiés par Pierre Salinger et Eric Laurent dans leur livre *Guerre du Golfe* méritent d'être rappelés :

a) Le rapport "top secret" du brigadier Fahd, directeur de la sûreté du Koweït.

Le Brigadier Fahd s'était rendu au siège de la C.I.A. en novembre 1989. Il adresse le compte rendu de sa visite au ministre koweïtien de l'Intérieur. Sa lettre, découverte par les services secrets irakiens, sera transmise au Secrétaire général de l'ONU par Tarek Aziz. Elle est ainsi libellée : « *Nous sommes convenus, avec le côté américain, qu'il était important de profiter de la détérioration de la situation économique en Irak pour amener le gouvernement de ce pays à définir notre frontière commune. La C.I.A. nous a exposé les moyens de pression qu'elle considérait comme appropriés, en précisant qu'il faudrait instaurer une large coopération entre nous [...] Le côté américain a mis à notre disposition un téléphone spatial pour favoriser un échange rapide d'idées et d'informations sans communication écrite. Le numéro de téléphone, qui est celui de la ligne privée de M. Webster, est le (209) 659-5241.* »

b) Une lettre de Tarek Aziz au secrétaire général de la Ligue arabe du 16 juillet 1990 :

« *Durant les longues années de guerre (entre l'Irak et l'Iran), le gouvernement du Koweït a entrepris d'édifier des installations militaires, des infrastructures pétrolières et des exploitations agricoles sur le sol irakien. Il a installé une infrastructure pétrolière sur la partie sud du champ irakien de Roumaylah et a commencé à en extraire du pétrole. Il s'est donc avéré qu'il inondait le marché mondial avec du*

pétrole dont une partie provient de Roumaylah. »

Il apparaît donc que, dans le plan américain, le gisement de Roumaylah était la carotte promise à l'Emir si Son Altesse daignait provoquer Saddam Hussein... à ses risques et périls. Le fait que William Webster, directeur de la C.I.A., s'occupe personnellement du différend frontalier entre l'Irak et le Koweït en démontre toute l'importance et l'on comprend l'arrogance de l'Emir Jaber, face à son dangereux voisin, en juillet 1990 : « Nous avons des amis puissants », disait son porte-parole.

Deux informations plus récentes confirment le propos :

c) L'ultimatum Bush du 21 février 1991.

Dans la nuit du 21 février 1991, George Bush reçut de Saddam Hussein un plan en six points qui acceptait le retrait sans conditions du Koweït. « Ce n'est pas suffisant », décida, sans en référer à l'ONU, le président des USA, répondant par un ultimatum en huit points.

Les journalistes ont cru que le différend résidait dans les délais d'évacuation et ils firent l'impasse sur le point 3 de l'ultimatum US : « *L'Irak doit se retirer du champ pétrolier de Roumaylah.* »

d) La rectification des frontières. Lorsque, le 16 avril 1992, la commission spéciale de l'ONU annonça la rectification de frontière entre l'Irak et le Koweït, les journalistes français découvrirent, après coup, que Roumaylah était en territoire irakien. S. Maxime, dans le *Canard enchaîné* du 6 mai 1992 fut le premier à nous dire que le Koweït avait obtenu de l'ONU « *les trois quarts du très riche champ pétrolier de Roumaylah* » (deux millions de barils par jour). Ne reculant pas devant l'in vraisemblance, la commission des experts de l'ONU prétend ne déplacer la frontière que « de 600 mètres » ! Il est difficile de croire qu'il suffit de déplacer la frontière de 600 mètres pour donner à l'Emir les trois quarts d'un gisement long de 80 km !

Bush a tenu parole. L'Emir, propriétaire unique du pétrole koweïtien, a reçu la récompense promise, et, en prime, une rallonge non prévue par le plan Webster de 1989 : le port d'Oum Quars.

Les protestations du roi Fahd d'Arabie amèneront peut-être la commission de l'ONU à corriger son tracé de frontières dans les conclusions qu'elle déposera cet été mais, en attendant, l'histoire de Roumaylah donne consistance à l'hypothèse du piège tendu à Saddam Hussein par les Etats-Unis.

Rappelons d'ailleurs que, trois mois après la visite du directeur de la Sûreté du Koweït au siège de la CIA, Mr Webster mettait en route le programme informatique secret *Top Fiddle* dont, nous dit Eric Laurent dans son livre *Tempête du désert*, « personne, même au Pentagone, ne connaissait l'existence ». Ledit programme, traité par le centre informatique de la CIA en Floride dès janvier 1990, avait pour thème... l'invasion du Koweït par l'Irak ! Pure coïncidence ?

Hélène Descamps
Auteur de la Gazette Saint-Jacques

A QUI PROFITE LE-CRIME ?

L'assassinat, à Paris, d'Atef Bsisso est un défi de même nature que l'assassinat de Ben Barka du temps de de Gaulle. Nos gouvernants montreront-ils en la circonstance la même volonté que leurs prédécesseurs de faire éclater la vérité ?

Depuis 1972, c'est le neuvième crime de cette nature perpétré en France. A une exception près, aucun n'a été élucidé. Pourquoi ? Notre Etat de droit achopperait-il sur des obstacles particuliers dans ce type d'enquêtes ? Si oui, lesquels ? Les commanditaires disposent-ils en France même d'infrastructures tellement plus efficaces que celles de l'Irak dans l'affaire Bakhtiar ou que celle dont disposait Hassan II dans l'affaire Ben Barka ?

Immédiatement, et selon son habitude, le gouvernement israélien allumait plusieurs contre-feux au risque de se contredire : 1 c'est pas nous les commanditaires ; 2 d'ailleurs Atef Bsisso était condamné à mort par notre Mossad depuis 1973 ; 3 c'est un règlement de compte intérieur à l'OLP.

La grande presse et les médias retrouvent leurs réflexes acquis pendant la guerre du Golfe et emboîtent le pas. On a pu voir les journalistes de l'A2 interpellés des femmes palestiniennes en larmes et leur lancer sur un ton sans réplique : « Pourquoi accusez-vous le Mossad ? Ca peut AUSSI BIEN être un règlement de compte entre Palestiniens, non ? »

Atef Bsisso était le responsable des services de sécurité de l'Organisation de libération de la Palestine. Ses trois prédécesseurs M.Y. et Nadjar, A.H. Salameh et Abou Iyad ont été assassinés : le premier à Beyrouth en 1973 par le Mossad, le second à Beyrouth en 1979 par le Mossad, le troisième à Tunis, le 14 janvier 1990, quelques heures avant le déclenchement de la guerre du Golfe, par un agent infiltré se revendiquant du mystérieux (?) groupe Abou Nidal.

A qui profite le crime ?

P. S. Contrairement à la presse française, « une partie de la presse israélienne » attribue au Mossad l'assassinat de Bsisso (*Le Monde* du 5-7-1992).

Communiqué de l'A.S.A.D.H. du 8 juin 1992

Le terrorisme d'Etat d'Israël élargit son champ meurtrier, après la répression massive et sanguinaire en Cisjordanie et dans la bande de Gaza encerclée et interdite aux journalistes depuis plus de deux semaines, et après les raids de l'aviation israélienne au Sud-Liban, tuant et blessant plusieurs dizaines de citoyens libanais et réfugiés palestiniens.

Le bras terroriste de l'« Etat » israélien a sauvagement abattu dans la nuit du dimanche 7 au lundi 8 juin 1992 M. Atef Bsisso, l'un des responsables chargés de la sécurité à l'O.L.P., devant l'hôtel Méridien de Montparnasse, à Paris. Il était en visite pour évoquer avec les autorités françaises les problèmes de sécurité des Palestiniens vivant en France.

L'Association arabe des droits de l'homme condamne avec vigueur cet acte terroriste et rappelle à l'opinion publique française que la liste des responsables de l'O.L.P. assassinés en France est longue : M. Mahmoud Al Hamchari, assassiné le 8 décembre 1972, M. Bassel Al Kubaissi, assassiné dans la nuit du 5 au 6 avril 1973, M. Mohammed Boudia, assassiné le 28 juin 1983, M. Mahmoud Saleh, assassiné le 3 janvier 1977, M. Ezze-el-Dine Kallak et son adjoint M. Adnan Hammad, le 3 août 1978.

L'A.S.A.D.H. lance un appel au gouvernement français pour que toute la lumière soit faite sur ces assassinats et demande aux autorités françaises d'assurer la sécurité de tous les Palestiniens se trouvant sur le territoire français.

JABER annexe Oum Qars

Le Conseil de sécurité menace l'Irak de mesures militaires s'il ne s'incline pas devant le diktat sur le nouveau tracé de ses frontières avec le Koweït. Selon ce tracé, la vieille ville d'Oum Qars resterait irakienne, mais toute la zone portuaire, ses infrastructures, ses chantiers navals et son aéroport deviendraient propriété du Koweït. Ainsi l'Irak, pays continental privé d'accès libre à la mer par la volonté du colonisateur britannique, perdrait son terminal pétrolier sur le Golfe et sa dernière base maritime. Cela signifierait que, l'embargo une fois levé, l'Irak serait sous la dépendance totale de ses voisins pour exporter son pétrole : au nord la Turquie et la Syrie contrôlent les oléoducs aboutissant à la Méditerranée, au sud l'émirat du Koweït verrouille le Golfe Persique.

L'Arabie Saoudite, les Iraniens et les sociétés pétrolières nationales françaises s'inquiètent, mais le gouvernement français s'aligne, comme d'habitude. Personne, évidemment, nous dit Paul-Marie de la Gorce dans *Jeune Afrique* n° 1637, « ne fait état des conséquences qui en résultent pour la reconstruction de l'Irak et pour la vie de son peuple ».

LA MAIN DU GRAND TURC ?

Madame Danielle Mitterrand déclarait sur Europe 1, le 8 juillet 1992 : « Les Kurdes revendiquent une nationalité irakienne ». Cette déclaration de la présidente de France-Libertés coupe court à la campagne orchestrée sur le thème : « Attentat contre Madame Mitterrand : la main de Saddam Hussein ! »

Au même moment, le ministre Bernard Kouchner tenait à « réserver » ses impressions sur cette affaire au... ministre des affaires étrangères turc. Bizarre. De son côté le quai d'Orsay juge bon de rappeler que la France : « respecte la souveraineté des Etats où il y a des Kurdes et particulièrement la souveraineté turque ». Bizarre, bizarre.

Voudrait-on insinuer que « la main d'Ozal » ne serait pas étrangère à l'attentat ? On attend la mise au point du Grand Turc, grand ami de Bush.

Malédiction du pétrole

(Suite de la p. 1)

attribués à la Turquie, à l'Irak, à l'Irak et à la Syrie. L'empire britannique s'attribuait la zone pétrolière de Mossoul, promettant à la France, en contrepartie, de lui verser 25 % des revenus d'exploitation du pétrole irakien. Ces royalties ne furent jamais versées, comme l'avait prévu Georges Clémenceau qui s'était élevé contre la duperie de l'accord Sykes-Picot.

Un éphémère traité de San Remo (1920) envisagea l'unité nationale des Kurdes dans un Kurdistan indépendant. Il fut annulé un an plus tard par le traité conclu, à Lausanne, entre l'empire britannique et Kemal Ataturk. Ainsi prenait corps la stratégie politique britannique dans la région : tailler dans la chair des peuples, et entretenir les conflits entre les Etats afin d'assurer leur mainmise sur le pétrole.

Mais dès ce moment il leur fallut faire face aux révoltes kurdes et multiplier les expéditions sanglantes. La première expédition répressive eut lieu en 1920 lorsque le leader nationaliste kurde Mohamed Barazanchi, qu'ils avaient nommé gouverneur de Mossoul, dans l'espoir de l'utiliser contre les Turcs, proclama l'indépendance du Kurdistan irakien. L'insurrection populaire qui s'ensuivit fut écrasée par l'aviation britannique qui usa largement des bombes à gaz toxiques.

Le cycle insurrection-répression se poursuivit sans relâche jusqu'en 1958, année de la proclamation de la République d'Irak dont la constitution, dans son article 3, déclarait que l'Irak est composé de deux peuples égaux en droits, les Arabes et les Kurdes. Le Président Kassem décrétait en même temps la nationalisation de tous les territoires pétrolières concédés aux compagnies anglaises et non mis en exploitation par elles. Deux ans plus tard, en 1960, Kassem était tué à l'occasion d'un coup d'Etat militaire et le parti Baas prenait le pouvoir. En 1963, le gouvernement baassiste signa avec les Kurdes un traité leur accordant l'autonomie. Peu après il fut renversé à son tour par un coup d'Etat.

Au cours des années 1969-1970, les peuples arabes prirent conscience que la réponse au colonialisme passait par l'action pour l'unité arabe, les revendications des minorités nationales devant être subordonnées à cette stratégie. Dans le même temps, le parti Baas, alors dans l'opposition, rappelait que Kurdes et Arabes avaient constamment été solidaires dans la lutte contre le colonialisme. Dès 1920, lors de la première révolte contre la présence britannique, à peine l'insurrection était-elle dé-

de Bassorah que tout le Nord, Kurdistan y compris, explosait dans une insurrection généralisée. Peu avant, l'ambassadeur britannique sir Percy Kooks avait averti le Premier ministre sir Winston Churchill qu'à sa connaissance, les Kurdes du Nord de l'Irak choisiraient de rester au sein de l'Etat irakien plutôt que de se constituer en Etat indépendant autour de Mossoul.

A la différence des douze millions de Kurdes d'Anatolie, pour lesquels la lutte contre l'apartheid imposé par Ankara signifie indépendance, les quatre millions de Kurdes irakiens aspirent à l'autonomie plutôt qu'à la sécession. Les choses se sont gâtées lorsque le gouvernement irakien, oubliant les promesses d'autonomie faites en 1970 à Barazani, s'entendit avec le Shah d'Iran pour mater les Kurdes et régler les problèmes frontaliers. L'accord signé en 1975 entre les deux gouvernements leur donnait les mains libres pour réprimer les Kurdes.

Pour la première fois dans l'histoire de l'Irak, pays à population hautement politisée, commença alors un mouvement massif d'émigration touchant un à deux millions de ressortissants appartenant tant à l'opposition irakienne qu'aux mouvements kurdes. Les partis politiques se sont marginalisés, seul le mouvement kurde (et dans une moindre mesure le mouvement chiite) gardant sur place quelque légitimité. Les autres groupements politiques,

qui se sont retrouvés au Congrès de Beyrouth pendant la guerre américaine contre l'Irak, n'ont pas de représentativité réelle dans la population.

Comment pourrait-on parler, dans les conditions actuelles de blocus total de l'Irak et d'occupation américaine du Kurdistan, d'une perspective de démocratisation qu'incarneraient ces partis que les Américains incitent à proclamer un gouvernement en exil ?

L'empire américain est installé au Kurdistan et à Bagdad, sous couvert des Nations unies et sous prétexte d'inspection des sites stratégiques. Il semble se soucier du peuple kurde autant que du dernier Indien tué dans la conquête de l'Ouest. Il a seulement su l'appeler à l'insurrection pour servir de chair à canon et de substitut de l'offensive terrestre afin d'économiser les précieuses vies des GI's et de noyer le bilan d'une guerre atroce dans les horreurs d'une guerre civile. A aucun moment il n'a voulu de l'indépendance kurde.

Ainsi, après trois quarts de siècle de lutte contre le colonialisme britannique, les peuples d'Irak se retrouvent pour la quatrième fois occupés par les Anglo-Saxons.

Toujours pour cause de pétrole.

Espoir de développement pour l'avenir, malédiction pour la génération d'aujourd'hui.

S. Toma

Soutiennent l'action de la CLE contre l'embargo :

L'Alternative rouge et vert, le Cercle des socialistes de culture musulmane, la Ligue communiste révolutionnaire, Lutte de classes (ML), le Parti communiste français, le Parti socialiste des travailleurs-immigration, Socialisme et République XI^e, les Verts, l'Association pour l'égalité, Apelaf, Appel franco-arabe, l'Association arabe des droits de l'homme, l'Association culturelle des travailleurs immigrés turcs, l'Association France-Panama, l'Association des Marocains en France, l'Association des travailleurs marocains en France, l'Association des Tunisiens de

France, le Cedetim, Chrétiens et Proche-Orient de Grenoble, le Cercle des intellectuels maghrébins, la CIMADE, Citoyennes pour la paix, le Comité de défense des droits de l'homme arabe, le Comité de défense des libertés et des droits de l'homme, la Coordination de l'action non violente de l'Arche, Enfants du monde, Expressions maghrébines au féminin, la Fasti, la Fédération française des étudiants chrétiens en France, la Libre pensée, les Humains associés, les Nanas beurs, la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté, le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples, le Mouvement des objecteurs de conscience, Pour une initiative de la France, Résistance internationale des femmes à la guerre, Syndicat des chercheurs scientifiques FEN, SNES-SUP, l'Union des femmes françaises, l'Union générale des étudiants palestiniens, l'Union générale

des médecins et pharmaciens palestiniens, l'Union des travailleurs immigrés tunisiens.



Kurdistan

Au mois de mai dernier ont eu lieu des élections libres au Kurdistan irakien. La propagande occidentale a prétendu qu'elles avaient eu lieu contre la volonté de Saddam Hussein, mais le fait est qu'elles se sont déroulées dans le calme en présence de l'armée irakienne.

Leur résultat s'est traduit par un succès équilibré de la liste Barzani, partisan de l'autonomie dans le cadre d'un

Etat irakien, et de la liste Talebani, jusqu'à présent proche de l'Iran et partisan de la sécession. Un compromis semble en être résulté, favorable à la thèse Barzani.

On attend avec impatience des élections libres en Iran où vivent 6 millions de Kurdes, et surtout en Turquie où 15 millions de Kurdes sont victimes d'un véritable apartheid (voir notre encadré : l'appel signé par les organisations les plus représentatives de la défense des Droits de l'homme).

«...Etat le plus répressif et le moins démocratique de l'Europe, l'Etat turc continue de pratiquer routinièrement la torture et les exécutions sommaires, il poursuit devant des cours de sûreté spéciales ses opposants, y compris des parlementaires, pour délit d'opinion et [...] mène au Kurdistan une abominable guerre de type colonial martyrisant la population civile kurde. Le régime turc cherche à "résoudre" la question kurde en dékurdisant le Kurdistan par une politique combinée de terreur et de sous-développement, en déracinant les Kurdes de leurs terres ancestrales afin de les disperser... L'état de siège quasi permanent qui sévit depuis 1924 dans les provinces kurdes, la répression massive menée au cours des 12 dernières années ont d'ores et déjà suscité l'exode de 5 à 6 millions de Kurdes vers les provinces turques. La répression sanglante des manifestations du Nouvel an kurde, le 21 mars s'est traduite par 95 morts et l'arrestation de plusieurs milliers de Kurdes et les bombardements routiniers des villages du Kurdistan irakien par l'aviation turque montrent que, si la communauté internationale ne réagit pas vite, la Turquie va poursuivre et aggraver sa politique visant à étouffer par la force les aspirations légitimes de ses 12 à 15 millions de citoyens kurdes, alors qu'elle réclame un Etat bi-communautaire pour les 120 000 Turcs chypriotes...».

Extraits de l'Appel d'O.N.G. kurdes en exil avec le soutien de la Fédération internationale des droits de l'homme, la Licra, la Ligue française des droits de l'homme, le MRAP, le NDH et SOS-Racisme.

ABONNEZ-VOUS, ABONNEZ VOS AMIS, ABONNEZ-VOUS-

ABONNEMENT

Nom.....Prénom.....

Adresse.....

Simple.....100 F Soutien.....200 F Plus.....

BON DE COMMANDE

Je désire recevoir un envoi groupé de 10, 20, 50 (*) exemplaires de *CLE Information* n° 3-4, accompagnés du badge « l'embargo tue, le silence aussi »

(un badge par lot de 10 exemplaires).

Les 10 exemplaires (1 badge) 80 F(port inclus)

Les 20 exemplaires (2 badge) 150 F(port inclus)

Les 50 exemplaires (1 badge) 360 F(port inclus)

* rayer les mentions inutiles.

Ci-joint un chèque libellé à l'ordre de CLE. — Adresser à CLE 14, rue de Nanteuil 75015 Paris

CLE Information est votre journal. Son seul objectif : être le porte-parole de ceux que révolte l'iniquité colonialiste, le martyre de tout un peuple et le massacre de ses enfants. Il est un trait d'union entre les personnes et les collectifs qui ne se résignent ni à l'insolence froide et barbare de l'empire décadent ni à la veulerie de ses satellites coalisés.

CLE n'est pas l'organe d'une organisation, d'un programme, d'une idéologie. Son

* *Guerre du Golfe : le dossier secret*, de Pierre Salinger et Eric Laurent, Editions Olivier Orban, 304 pages.

* *Golfe, clefs pour une guerre annoncée*, d'Alain Gresh et Dominique Vidal, le Monde Edition, 300 pages.

* *Voyage aux sources de la guerre*, d'Alain Joxe, PUF, Paris, 1991, 443 pages.

* *Le Pape contre la guerre du Golfe : Jean-Paul II censuré*, de Jean Toulat, Editions Œil, Paris, 150 pages.

* *La Guerre du Golfe et l'Avenir des Arabes*, livre constitué de communications présentées à chaud, lors de débats organisés par l'éditeur, Cères Productions, Tunis, diffusion France Edisud, 1991.

* *Golfe et Moyen-Orient : les conflits*, de Bassma Kodmani-Darwish, May Chartouni-Dubarry (préface de Thierry de Montbrial, IFRIDunod, Paris, 1991, 154 pages.

* *Histoire de la crise du Golfe*, de Chapour Haghghat, Complexe, Bruxelles, 1991, 480 pages.

* *Cette guerre qui nous déshonore*, de René Dumont, Le Seuil, mai 1992.

* *Une certaine idée de la République m'amène à...*, de Jean-Pierre Chevènement, Albin Michel, Paris, 1992, 304 pages.

Vient de paraître : *L'Irak sous le déluge* de Naima Lefkir-Laffitte et Roland Laffitte, Ed. Hermé-Reportage. En vente à la FNAC, grandes surfaces et librairies spécialisées dans les publications arabes.

Attention Médias, mai 1992, de Michel Collon, 278 pages, 125 F (EPO, 20A, rue Houzeau-de-Lehaie, 1080 Bruxelles).

Les Cailloux de la liberté, poèmes, par Abdallah Baroudi, éditions Afkar, Paris, 1992, 58 F.

Empire de la barbarie, poème d'Alain Castet, la plaquette 10 F, commander à CLE, 14, rue de Nanteuil, 75015 PARIS

ambition est d'exprimer toutes les sensibilités, de contribuer aux convergences dont naîtra le grand courant d'opinion et d'action qui, nous l'espérons, mettra fin à l'indignité. Indépendant de tous les pouvoirs et des puissances d'argent, *CLE Information* ne peut exister que si vous le voulez, que si vous l'aidez par tous moyens en votre pouvoir. Augmenter le nombre de ses pages, améliorer son contenu et sa présentation, accroître son rayonnement, tout cela dépend de chacun de vous.

Comment ? En vous abonnant, et en abonnant le plus grand nombre possible de vos amis.

En organisant autour de vous un réseau de diffuseurs du journal.

En devenant correspondant du journal : vos lettres, vos articles, vos informations, vos critiques, vos conseils sont bienvenus.